

Prévoyance et impôts au sein des relations internationales

# L'équivalence fiscale des produits de prévoyance des Etats-Unis

Le gouvernement américain propose deux solutions d'épargne pour la prévoyance vieillesse: Traditional IRA et Roth IRA. Leur traitement fiscal en Suisse diffère.

EN BREF

L'équivalence d'un plan de prévoyance étranger ne suppose pas que tous les critères soient intégralement remplis. Plus le nombre de critères communs est élevé, plus l'équivalence est réunie.

La fiscalité des avoirs de prévoyance constitués à l'étranger dépend, d'une part, des dispositions y relatives dans les conventions de double imposition et, d'autre part, de leur équivalence au système suisse. Ainsi, se pose la question de la qualification selon le droit international et le droit suisse des avoirs accumulés au sein d'un produit dénommé Traditional IRA par des personnes ayant exercé une activité lucrative aux Etats-Unis et qui résident en Suisse pour y travailler ou y passer leur retraite (hypothèse: soumission au système de sécurité sociale suisse).

## Qualification fiscale

Selon la pratique fiscale, les cotisations versées à une institution de prévoyance étrangère équivalente à une institution de prévoyance suisse sont déductibles unilatéralement si certaines conditions quantitatives et qualitatives sont réunies,<sup>1</sup> notamment:

- le caractère lié de la prévoyance jusqu'à l'âge de la retraite;
- la reconnaissance par l'État où l'avoir est constitué, de l'institution ou du plan servant à la prévoyance;
- le privilège fiscal accordé au plan ou au produit (déductibilité des cotisations limitée à un certain montant ou pourcentage du revenu, imposition des prestations);
- le lien avec l'activité lucrative (constitution d'un avoir de remplacement du revenu);
- le caractère paritaire (employeur, employé) de la constitution de l'avoir.

## Propriétés du Traditional IRA

Les caractéristiques du Traditional IRA sont en bref les suivantes:<sup>2</sup>

- l'avoir est en principe lié jusqu'à l'âge de la retraite, soit entre l'âge de 59 ans et demi et 70 ans et demi. Un retrait anticipé est sujet à une pénalité de 10% (tax penalty) et une distribution minimale par tranches est obligatoire dès 70 ans et demi (minimum distributions);
- les Etats-Unis reconnaissent ce produit comme une institution servant à la prévoyance «individuelle» des salariés et des indépendants et lui accordent un privilège fiscal (déduction plafonnée des cotisations, semblable au 3<sup>e</sup> pilier A);
- l'employeur ne participe pas au financement.

## L'équivalence aux produits suisses

Est-ce que le Traditional IRA est équivalent à un produit suisse servant la prévoyance? L'assuré peut percevoir son avoir également avant l'âge de 59 ans et demi, moyennant le versement d'une «pénalité fiscale» de 10%. Il s'agit donc d'une dérogation stricto sensu au caractère lié de la prévoyance selon le droit suisse. La pénalité prévue par le droit américain indique cependant que le législateur considère qu'un tel versement est atypique et problématique du point de vue de la prévoyance retraite.

En l'espèce, les autorités fiscales suisses concluent qu'il y a une équivalence suffisante entre le 3<sup>e</sup> pilier A et le Traditional IRA bien qu'il n'y ait pas une identité

**Bertrand Tille**  
Responsable du centre de  
compétence Assurances  
et prévoyance  
Etat de Vaud



**Isabelle Amschwand**  
Managing Director  
Trianon SA



<sup>1</sup> Cf. cas d'application A.9.1.1, Prévoyance et impôts, Conférence suisse des impôts, Editions Cosmos, 978-2-8296-0028-9.

<sup>2</sup> Cf. à cet égard les explications par les autorités fiscales américaines IRS sur <https://www.irs.gov/retirement-plans/individual-retirement-arrangements-iras>.

parfaite entre les deux systèmes. Tous deux sont liés à une activité lucrative, privilégiés fiscalement et servent à assurer un revenu de remplacement à la retraite.

### Imposition de la fortune accumulée et des prestations

Un avoir ou une expectative à un avoir dans un plan de prévoyance étranger peut être traité fiscalement comme un avoir de vieillesse de la prévoyance professionnelle suisse lorsque le plan de prévoyance étranger est équivalent à un plan de prévoyance suisse. Cela implique alors que le contribuable ne doit pas déclarer la valeur des fonds dans sa fortune imposable avant le versement ou l'échéance de l'avoir.<sup>3</sup> Il convient en l'espèce d'appliquer cette règle par analogie aux avoirs du Traditional IRA, les avoirs accumulés au sein du 3<sup>e</sup> pilier A n'étant pas soumis à l'impôt sur la fortune avant leur échéance, à savoir jusqu'à cinq ans avant d'avoir atteint l'âge de la retraite de l'AVS (cf. art. 3 al. 1 OPP3, soit 59 ans pour les femmes et 60 ans pour les hommes).

Lors du versement effectif de la prestation, le montant perçu sera ainsi soumis à l'impôt séparé au taux de la prévoyance au sens de l'art. 38 de la loi sur l'impôt fédéral direct (LIFD) et l'art. 11 al. 3 de la loi sur l'harmonisation des impôts directs des cantons et des communes (LHID). Se pose cependant encore la question du traitement fiscal de versements échelonnés découlant d'un compte Traditional IRA, possibilité offerte par le droit américain.

Comme mentionné ci-dessus, selon la législation américaine le preneur du contrat doit, à partir de l'âge de 70 ans et demi, demander des distributions minimales dont le montant peut varier. Ces distributions doivent être recalculées annuellement en fonction de l'âge du preneur. Cette distribution est calculée sur la base de tables de mortalité (Uniform Lifetime Table) et ressemble ainsi à une rente viagère. Le preneur peut également directement conclure un contrat de rente (annuity contract). Si le contractant ne demande pas de distributions minimales, il est sujet à une pénalité de 50% sur le montant d'impôt dû. Cela implique que le preneur est obligé de consommer sa prévoyance, accumulée sous forme

d'IRA, en tout cas dès l'âge de 70 ans et demi, ce qui correspond quasiment à l'âge maximal (70 ans) auquel les prestations et les cotisations du 3<sup>e</sup> pilier A peuvent être versées en cas de poursuite de l'exercice d'une activité lucrative.

### Différence par rapport au pilier 3A

Toutefois, il existe une différence importante avec le 3<sup>e</sup> pilier A puisque les comptes et polices sont conclus soit sous la forme de rente, soit sous la forme de capital et ne peuvent pas revêtir des formes mixtes. De plus, une prestation en capital découlant d'un compte ou d'une police du 3<sup>e</sup> pilier A ne peut pas être versée en plusieurs tranches, ce qui permettrait de casser la progressivité du taux d'imposition.<sup>4</sup>

Afin d'endiguer ce phénomène, les autorités fiscales limitent généralement le nombre de versements du produit Traditional IRA à cinq. En effet, cela correspond à la possibilité d'échelonnement dans le 3<sup>e</sup> pilier A si le preneur est détenteur de plusieurs comptes ou polices de prévoyance liée, conclus auprès d'un ou de plusieurs établissements d'assurance ou de fondations bancaires.

Sur le plan fiscal, les prestations en capital partielles versées sous forme de tranche doivent être imposées à hauteur du montant partiel versé mais au taux de la prestation globale, car l'imposition de l'intégralité de la prestation lors du premier versement variable, ce qui constituerait la solution la plus logique au vu des règles d'échéance actuelles, pose souvent des problèmes de liquidité. Une telle méthode est applicable dans l'hypothèse où la possibilité d'échelonner les prestations de prévoyance découle d'une disposition légale ou réglementaire étrangère (cf. le cas d'application A.9.3.8, op. cit.).

Au-delà des cinq prestations partielles, l'autorité fiscale assimilera en règle générale ces versements à des rentes découlant du 3<sup>e</sup> pilier A imposables intégralement avec les autres revenus réalisés par le contribuable durant la période de versement (cf. les art. 22 al. 1 LIFD et 7 al. 1 LHID).

### Convention de double imposition

Sur le plan du droit fiscal international et conformément à l'art. 18 par. 1 de la Convention entre la Confédération suisse et les Etats-Unis d'Amérique en vue d'éviter les doubles impositions en matière d'impôts sur le revenu (CDI-USA), les prestations versées dans le cadre du Traditional IRA doivent être imposées dans l'Etat de résidence, à savoir en Suisse dans l'hypothèse qui nous occupe.

### Traditional IRA vs Roth IRA

Une prestation découlant d'un Roth IRA ne peut pas être qualifiée de prestation analogue au 3<sup>e</sup> pilier A pour les raisons suivantes:

- Les cotisations ne sont pas déductibles lors de la phase de constitution.
- Le contrat peut être maintenu sans distribution obligatoire au-delà de l'âge de 70 ans et demi.
- La prestation versée est exonérée selon le droit américain (qualified distribution).
- Les fonds ne sont pas liés à la prévoyance vieillesse durant la phase de constitution.

Selon le produit choisi dans le cadre du Roth IRA (produit d'assurance ou produit financier), les rendements seront imposés de manière périodique durant chaque période fiscale ou, s'agissant des produits d'assurance sans la couverture d'un risque biométrique, seulement à l'échéance ou en cas de rachat total ou partiel. La valeur de rachat à déclarer doit correspondre à la valeur vénale.<sup>5</sup>

### Conclusion

L'équivalence d'un plan ou un produit de prévoyance étranger ne suppose pas que tous les critères soient intégralement remplis. Plus le nombre de critères communs est élevé, plus l'équivalence est réunie. Sauf disposition contraire d'une convention de double imposition, la fiscalité en Suisse d'un plan ou d'un produit de prévoyance étranger dépend de cette analyse et des arguments apportés. Ainsi le Traditional IRA s'apparente à un 3<sup>e</sup> pilier A alors que le Roth IRA est qualifié de 3<sup>e</sup> pilier B. **I**

<sup>3</sup> Cf. cas d'application A.9.1.3, op. cit.

<sup>4</sup> Cf. Circulaire AFC no 18 du 17 juillet 2008, «Imposition des cotisations et des prestations du pilier 3a», (ch. 6.2.a) i.f.

<sup>5</sup> Cf. cas d'application B.9.3.3, op. cit.

Vorsorgebesteuerung im Kontext der internationalen Beziehungen

# Die fiskalische Äquivalenz der US-amerikanischen Vorsorgeprodukte

Die US-amerikanische Regierung bietet zwei Sparlösungen für die

Altersvorsorge an: die Konten Traditional IRA und Roth IRA.

Sie werden in der Schweiz fiskalisch unterschiedlich behandelt.

Die Besteuerung der im Ausland ersparten Vorsorgeguthaben hängt einerseits von den entsprechenden Bestimmungen der Doppelbesteuerungsabkommen und andererseits von der Äquivalenz dieser Guthaben zum Schweizer System ab. So stellt sich die Frage, wie die Guthaben, die in einem Traditional IRA genannten Vorsorgekonto von den Personen geüffnet wurden, die in den USA einer bezahlten Arbeit nachgingen und jetzt in der Schweiz ansässig sind, um hier zu arbeiten oder ihre Rente zu verbringen, nach internationalem Recht und nach Schweizer Recht qualifiziert werden (unter der Annahme, dass die Personen dem schweizerischen Sozialversicherungssystem unterstellt sind).

## Steuerrechtliche Qualifikation

Gemäss Steuerpraxis können Beiträge an eine ausländische Pensionskasse, die einer schweizerischen Pensionskasse gleichwertig ist, einseitig abgezogen werden, wenn bestimmte quantitative und qualitative Voraussetzungen erfüllt<sup>1</sup> sind, insbesondere:

- die Gebundenheit des Vorsorgeguthabens bis zum Renteneintrittsalter;
- die Anerkennung der Vorsorgeeinrichtung oder des Vorsorgeplans durch den Staat, in dem das Guthaben konstituiert wurde;
- das Steuerprivileg, das dem Vorsorgeplan oder -produkt gewährt wird (auf einen bestimmten Betrag oder Prozentsatz des Lohns beschränkte Abzugsfähigkeit von Beiträgen, Besteuerung der Leistungen);

- der Bezug zur Erwerbstätigkeit (Erstellung eines Guthabens als Lohnersatz);
- die Parität (Arbeitgeber, Arbeitnehmer) bei der Konstitution des Guthabens.

## Merkmale des Traditional IRA

Die wichtigsten Merkmale des Traditional IRA:<sup>2</sup>

- Das Guthaben ist bis zum Renteneintrittsalter gebunden, das zwischen dem Alter von 59.5 bis 70.5 Jahren liegt. Ein Vorbezug wird mit einer Steuerstrafe von 10 Prozent belegt (Tax Penalty), und ab dem Alter von 70.5 Jahren ist eine Mindestausschüttung in Tranchen obligatorisch.
- Die USA anerkennen dieses Produkt als eine Einrichtung, die der «individuellen» Vorsorge der Arbeitnehmer und unabhängig Erwerbstätigen dient, und gewähren ihm ein Steuerprivileg (nach oben begrenzte Steuerbefreiung der Beiträge, vergleichbar mit der Säule 3a).
- Der Arbeitgeber beteiligt sich nicht an der Finanzierung.

## Äquivalenz zu Schweizer Produkten

Entspricht das Traditional IRA einem schweizerischen Vorsorgeprodukt? Der Versicherte kann sein Guthaben auch vor dem Alter von 59.5 Jahren beziehen, abzüglich einer «Steuerstrafe» von 10 Prozent. Es handelt sich dabei also *stricto sensu* um einen Verstoß gegen die Gebundenheit der Vorsorge gemäss Schweizer Recht. Die vom US-amerikanischen Recht vorgesehene Strafe verweist allerdings darauf, dass der Gesetz-

## IN KÜRZE

Die Äquivalenz zwischen einem ausländischen Vorsorgeplan oder Vorsorgeprodukt basiert nicht darauf, dass alle Kriterien vorbehaltlos erfüllt sind. Je mehr gemeinsame Kriterien vorliegen, desto höher ist die Äquivalenz.

geber davon ausgeht, dass eine solche Auszahlung ungewöhnlich und im Hinblick auf die Altersvorsorge problematisch ist.

Im vorliegenden Fall kommen die schweizerischen Steuerbehörden zum Schluss, dass eine ausreichende Äquivalenz zwischen der Säule 3a und dem Traditional IRA gegeben ist, obwohl die beiden Systeme nicht genau übereinstimmen. Beide sind an eine Erwerbstätigkeit gebunden, geniessen Steuerprivilegien und dienen der Bereitstellung eines Ersatzeinkommens im Ruhestand.

## Besteuerung des geüffneten Vermögens und der Leistungen

Ein Guthaben oder die Aussicht auf ein Guthaben in einem ausländischen Vorsorgeplan kann steuertechnisch wie ein Altersguthaben aus der schweizerischen Berufsvorsorge behandelt werden, wenn der ausländische Vorsorgeplan äquivalent zu einem schweizerischen Vorsorgeplan ist. Dies bedeutet demnach, dass die steuerpflichtige Person den Wert des Vorsorgeguthabens vor der Ausschüttung oder der Fälligkeit des Guthabens nicht als steuerpflichtiges Vermögen versteuern muss.<sup>3</sup> Im vorlie-

<sup>1</sup> Vgl. Anwendungsfall A.9.1.1, Prévoyance et impôts, Conférence suisse des impôts, Editions Cosmos, 978-2-8296-0028-9.

<sup>2</sup> Vgl. dazu die Erläuterungen der US-amerikanischen Steuerbehörden IRS auf <https://www.irs.gov/retirement-plans/individual-retirement-arrangements-iras>.

<sup>3</sup> Vgl. Anwendungsfall A.9.1.3, a.a.O.

genden Fall kann diese Regel analog auf die Guthaben aus dem Traditional IRA angewendet werden, da das Guthaben in der Säule 3a erst bei seiner Fälligkeit der Vermögenssteuer unterworfen ist, das heisst frühestens fünf Jahre vor Erreichen des ordentlichen Rentenalters der AHV (vgl. Art. 3 Abs. 1 BVV 3, nämlich 59 Jahre für Frauen und 60 Jahre für Männer). Bei der tatsächlichen Ausschüttung der Leistung wird der erhaltene Betrag demnach gemäss Art. 38 des Bundesgesetzes über die direkte Bundessteuer (DBG) sowie gemäss Art. 11 Abs. 3 des Bundesgesetzes über die Harmonisierung der direkten Steuern der Kantone und Gemeinden (StHG) zum Vorsorgetarif gesondert besteuert. Es stellt sich jedoch die Frage nach der Besteuerung der gestaffelten Auszahlungen aus einem Konto Traditional IRA, wie dies gemäss US-amerikanischem Recht auch möglich ist.

Der Versicherungsnehmer muss, wie oben erwähnt, gemäss der US-amerikanischen Gesetzgebung ab dem Alter von 70.5 Jahren Mindestausschüttungen verlangen, deren Höhe variabel ist. Diese Ausschüttungen müssen jedes Jahr je nach Alter des Versicherten auf der Grundlage der Sterbetafel (Uniform Lifetime Table) neu berechnet werden und gleichen daher einer Leibrente. Der Versicherte kann auch direkt einen Rentenvertrag abschliessen (Annuity Contract). Wenn der Vertragsnehmer keine Mindestausschüttungen verlangt, muss er eine Strafe von 50 Prozent auf dem geschuldeten Steuerbetrag entrichten. Dies bedeutet, dass der Versicherte verpflichtet ist, seine in Form eines IRA geäußerte Vorsorge aufzubauchen, und zwar spätestens ab dem Alter von 70.5 Jahren, was eigentlich dem Höchstalter entspricht (70 Jahre), in dem die Leistungen und die Beiträge der Säule 3a bei Fortsetzung einer Erwerbstätigkeit ausgeschüttet werden.

### Unterschied gegenüber der Säule 3a

Es besteht allerdings ein deutlicher Unterschied zur Säule 3a, da die Konten und Policen entweder in Form einer Rente oder in Form eines Kapitals erstellt werden und keine gemischte Form aufweisen dürfen. Zudem kann eine Kapitalleistung aus einem Konto oder einer Police der Säule 3a nicht in mehreren

Tranchen ausbezahlt werden, was die Progression des Steuersatzes unterbinden würde.<sup>4</sup>

Zur besseren Kontrolle dieses Phänomens schränken die Steuerbehörden in der Regel die Anzahl Ausschüttungen des Produkts Traditional IRA auf total fünf Teilbezüge ein. Dies entspricht der Möglichkeit einer gestaffelten Auszahlung der Säule 3a, wenn der Versicherte mehrere gebundene Vorsorgekonten oder -policen besitzt, die bei einer oder mehreren Versicherungsgesellschaften oder Banken abgeschlossen wurden.

Was die Besteuerung angeht, muss der jeweilige Teilbezug der in Tranchen ausgeschütteten partiellen Kapitalleistung versteuert werden, dies jedoch zum Steuersatz der Gesamtleistung, denn die Besteuerung der Gesamtleistung anlässlich der Auszahlung der ersten Tranche – was angesichts der aktuell geltenden Fälligkeitsregeln am logischsten wäre – führt oft zu Liquiditätsproblemen. Diese Methode ist anwendbar, wenn man davon ausgeht, dass die Möglichkeit, die Vorsorgeleistung in Tranchen zu beziehen, einer gesetzlichen oder reglementarischen Bestimmung eines ausländischen Staates entspricht (vgl. Anwendungsfall A.9.3.8, a.a.O.).

Die Steuerbehörde wird im Allgemeinen diese Auszahlungen über diese fünf Teilbezüge hinaus mit Renten aus der Säule 3a gleichsetzen, die zusammen mit allen anderen Einkünften, die der Steuerpflichtige während der Zeitspanne der Auszahlung erwirtschaftet hat, vollständig steuerbar sind (vgl. Art. 22 Abs. 1 DGB und Art. 7 Abs. 1 StHG).

### Doppelbesteuerungsabkommen

Im Rahmen des internationalen Steuerrechts und gemäss Art. 18 Abs. 1 des Abkommens zwischen der Schweizerischen Eidgenossenschaft und den Vereinigten Staaten von Amerika zur Vermeidung der Doppelbesteuerung auf dem Gebiet der Steuern vom Einkommen (DBA-USA) müssen die im Rahmen des Traditional IRA ausbezahlten Leistungen im Staat besteuert werden, in dem die Person ansässig ist, das heisst in

dem von uns betrachteten hypothetischen Fall in der Schweiz.

### Traditional IRA vs. Roth IRA

Eine aus einem Roth IRA entstehende Leistung kann nicht als Leistung qualifiziert werden, die der Säule 3a entspricht, und zwar aus folgenden Gründen:

- Die Beiträge sind während der Äufnung des Guthabens nicht steuerbefreit.
- Der Vertrag kann ohne obligatorische Auszahlung über das Alter von 70.5 Jahren hinaus weitergeführt werden.
- Die ausbezahlte Leistung ist gemäss US-amerikanischem Recht steuerbefreit (Qualified Distribution).
- Das Guthaben ist während der Dauer der Äufnung nicht an die Altersvorsorge gebunden.

Je nachdem, für welches Produkt man sich im Rahmen des Roth IRA entscheidet (Versicherungs- oder Finanzprodukt), werden die Erträge in jeder Steuerperiode regelmässig, oder aber, wenn es sich um die Versicherungsprodukte ohne Absicherung gegen ein biometrisches Risiko handelt, ausschliesslich bei Fälligkeit oder bei vollständigem oder teilweise Rückkauf besteuert. Der zu versteuernde Rückkaufwert muss dem Marktwert entsprechen.<sup>5</sup>

### Schlussbemerkung

Die Äquivalenz zwischen einem ausländischen Vorsorgeplan oder Vorsorgeprodukt basiert nicht darauf, dass alle Kriterien vorbehaltlos erfüllt sind. Je mehr gemeinsame Kriterien vorliegen, desto höher ist die Äquivalenz. Vorbehaltlich gegenteiliger Bestimmungen eines Doppelbesteuerungsabkommens hängt die Besteuerung eines ausländischen Vorsorgeplans oder -produkts in der Schweiz von dieser Analyse und den oben vorgebrachten Argumenten ab. So ähnelt ein Konto Traditional IRA einer Säule 3a, während das Konto Roth IRA als Säule 3b qualifiziert wird. |

**Bertrand Tille**  
**Isabelle Amschwand**

<sup>4</sup> Vgl. Kreisschreiben BSV Nr.18 vom 17. Juli 2008, «Steuerliche Behandlung von Vorsorgebeiträgen und -leistungen der Säule 3a», (Kap. 6.2.a) i.f.

<sup>5</sup> Vgl. Anwendungsfall B.9.3.3, a.a.O.